

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/LIC/Q/IND/3**

20 janvier 1997

(97-0184)

**Comité des licences d'importation**

Original: anglais

## NOTIFICATION DES REPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION CONFORMEMENT A L'ARTICLE 7:3 DE L'ACCORD<sup>1</sup>

### Réponses de l'INDE aux questions des ETATS-UNIS<sup>2</sup>

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 août 1996.

#### Question

**Concernant la question 8 sur les "modalités d'application", dans quels cas l'Inde ne communique-t-elle pas les raisons du rejet de la demande? Les postulants peuvent-ils faire appel? Auprès de qui?**

#### Réponse

Conformément au paragraphe 2 de la section 9 de la Loi de 1992 sur le commerce extérieur (Développement et réglementation), la Direction générale du commerce extérieur ou un fonctionnaire habilité par celle-ci peut refuser d'octroyer ou de renouveler une demande d'importation ou d'exportation, après avoir consigné par écrit les raisons de ce rejet. Il peut être fait appel auprès du gouvernement central, à l'endroit où la Direction générale du commerce extérieur a rendu sa décision, ou auprès de l'autorité compétente habilitée par la Direction dans d'autres cas. Les dispositions relatives aux voies de recours et à la révision de toute décision ou mesure sont énoncées à la section 15 de ladite loi.

#### Question

**Concernant la question 9 sur les "conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence", pourriez-vous expliquer qui est habilité à demander une licence d'importation.**

---

<sup>1</sup>G/LIC/N/3/IND/1.

<sup>2</sup>Voir les dispositions convenues par le Comité des licences d'importation (G/LIC/M/4, paragraphes 5, 6, 9 et 10).

Réponse

Toutes les personnes qui importent ou ont l'intention d'importer à des fins autres que le stockage ou la vente et détiennent un numéro de code IEC (code des importateurs-exportateurs) peuvent présenter une demande de licence d'importation (voir la section 7 de la Loi de 1992 sur le commerce extérieur (Développement et réglementation)). Aucune importation ou exportation ne peut être effectuée par des personnes qui ne détiennent pas ce numéro, sauf si elles sont expressément exemptées de cette obligation en vertu de toute autre disposition de la politique. Les dispositions et procédures relatives à l'octroi du numéro de code IEC sont énoncées aux paragraphes 7 à 12A du Volume I du Manuel des procédures d'importation et d'exportation.

Question**Concernant les licences d'importation spéciales:**

- i) **A qui peuvent-elle être accordées?**
- ii) **A quelles conditions spécifiques convient-il de satisfaire pour obtenir une licence d'importation spéciale? Des restrictions s'appliquent-elles au type d'importations qui satisfont à ces conditions?**
- iii) **Quand ces mesures ont-elles été adoptées?**
- iv) **Quel en est l'objet/le but déclaré?**

Réponse

Peuvent obtenir des licences d'importation spéciales:

- a) Les maisons d'exportation, de commerce, de commerce de premier plan et de commerce de tout premier plan.
- b) Les exportateurs de marchandises et services du secteur des télécommunications et du secteur électronique.
- c) Les unités de production à vocation exportatrice et les unités de production implantées dans les zones industrielles travaillant pour l'exportation qui répondent aux normes des séries ISO 9000 ou IS/ISO 9000 ou à toutes autres normes de qualité internationalement reconnues semblables qui peuvent être notifiées de temps à autre par le gouvernement indien.
- d) Les fabricants ou transformateurs qui répondent aux normes de qualité de la série ISO 9000 ou à toutes autres normes de qualité internationalement reconnues semblables qui peuvent être notifiées de temps à autre par le gouvernement indien.
- e) Les fabricants et fournisseurs de marchandises pouvant être assimilés à des exportations.

Les dispositions et procédures applicables à chacune des catégories susmentionnées sont énoncées en détail aux paragraphes 108, 122, 132B, 142 et 153 de la politique d'exportation et d'importation, 1er avril 1992-31 mars 1997 (y compris les amendements apportés jusqu'au 25 mars 1996) et dans le Volume I du Manuel des procédures d'importation et d'exportation qui lui est adjoint. Les titulaires de licences d'importation spéciales peuvent importer les produits énumérés à l'Appendice XXXV du

Volume I du Manuel. Les produits qui peuvent être importés sous licence d'importation spéciale sont décrits dans les colonnes 3 à 5 du recueil intitulé "Classification CCI (SH) des produits d'exportation et d'importation" publié et notifié par la Direction générale du commerce extérieur.

Le régime de licences d'importation spéciales a été institué en 1992. La portée de ce régime a été progressivement élargie dans le but, notamment, de rendre les dispositions en matière d'importation plus simples, plus transparentes et plus automatiques et de supprimer les licences et autres mesures de contrôle discrétionnaires ou d'en réduire le nombre.

#### Question

**Si, pour certains produits, les licences d'importation spéciales ont été notifiées au Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, la Publication 10/95 contenant la politique d'exportation et d'importation, 1992-1997 (alignée sur la classification du CCI (SH)) révèle l'existence d'un certain nombre de restrictions par voie de licences qui ne sont pas justifiées pour des raisons tenant aux biens de consommation/à la balance des paiements. Dans le cadre de ces restrictions, les importations ne peuvent être effectuées que sous licence spéciale ou conformément à l'avis officiel publié à cet effet.**

- i) **Comment ces obstacles sont-ils justifiés dans le cadre de l'OMC? Dans la réponse apportée en 1994 au questionnaire du GATT relatif aux licences d'importation, l'Inde note que les restrictions à l'importation sont utilisées pour des raisons de balance des paiements, ou pour des motifs de sécurité, de sûreté, de protection de l'environnement, d'emploi ou pour des raisons similaires. Dans la réponse de 1995, elle omet les deux dernières raisons. Pourrait-elle préciser ce qui a changé dans l'intervalle?**

#### Réponse

Veuillez vous reporter à la notification mentionnée dans la réponse à la question 6 ci-dessus.

#### Question

- ii) **Qui peut importer les produits soumis à des restrictions pour ces raisons ou pour des raisons de balance des paiements; autrement dit, quelle est la définition des "personnes, sociétés ou institutions y ayant droit" qui sont habilitées à demander une licence d'importation?**

#### Réponse

Les produits dont il est prévu qu'ils doivent être importés sous licence d'importation spéciale librement transférable ne peuvent l'être que de cette manière, à moins que, conformément aux dispositions prévues, ils ne puissent être importés au titre de tout autre mécanisme ou régime ou que leur importation ne fasse l'objet de toute autre autorisation. Les conditions requises pour être habilité à demander une licence sont décrites dans les réponses aux questions 10 et 11.

#### Question

- iii) **Que se passe-t-il lorsqu'une entité ayant droit à présenter une demande de licence d'importation présente cette demande, qu'elle soit ou non justifiée par des raisons de balance des paiements?**

Réponse

Veillez vous reporter aux réponses aux questions 1 et 9.

**Question**

- iv) **Quand ces restrictions ont-elles été mises en application et quand ont-elles été notifiées pour la première fois au GATT et à l'OMC?**

Réponse

Depuis l'indépendance, c'est la Loi de 1947 sur le contrôle des importations et des exportations qui régissait les restrictions à l'importation dans l'Inde indépendante; cette loi a été remplacée par la Loi de 1992 sur le commerce extérieur (Développement et réglementation) et les règles y afférentes. Les restrictions à l'importation ont fait l'objet d'examens périodiques et ont été annoncées dans le cadre de la politique d'exportation et d'importation publiée en mars de chaque année ou par des avis officiels publiés à cette fin. L'Inde a tenu des consultations régulières avec les PARTIES CONTRACTANTES sur les restrictions aux fins de balance des paiements, d'abord au titre de l'article XII et, depuis 1960, au titre de l'article XVIII:B du GATT. Veillez également vous reporter à la réponse à la question 6.